

LA CHASSE ET LA PÊCHE DANS L'HISTOIRE FORESTIÈRE

PAUL-LOUIS MARTIN EST HISTORIEN ET ETHNOLOGUE, AUJOURD'HUI PROFESSEUR ÉMÉRITE DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES. SES TRAVAUX DE RECHERCHE EN HISTOIRE DE LA CULTURE MATÉRIELLE ONT DONNÉ LIEU À UNE DOUZAINÉ DE VOLUMES ET À DE NOMBREUX ARTICLES SCIENTIFIQUES PORTANT SUR LE MOBILIER, L'ARCHITECTURE DOMESTIQUE, LES JARDINS, LA CHASSE ET LA PÊCHE, LA PRODUCTION DES PAYSAGES ET L'HISTOIRE DES FRUITS. LAURÉAT DE PLUSIEURS RECONNAISSANCES EN HISTOIRE, EN ETHNOLOGIE ET EN MUSÉOLOGIE, DONT LE PRIX DU QUÉBEC EN PATRIMOINE, LE PRIX GÉRARD-MORISSET, EN 2006, IL HABITE DANS LA MAGNIFIQUE RÉGION DE KAMOURASKA, DONT IL VIENT DE PUBLIER, EN NOVEMBRE 2012 ET AVEC L'ARTISTE ANNE MICHAUD, UN FORT BEL HOMMAGE À SES PAYSAGES UNIQUES SOUS LE TITRE « GARNETS DE KAMOURASKA ».

Étroitement liées au domaine forestier par leurs écosystèmes et par le partage d'un même espace, les activités de chasse et de pêche ont connu une évolution parallèle à l'exploitation des forêts et à la fois sensiblement différente. Dans les deux cas, ce sont les plus anciennes périodes que l'on connaît le moins car au long des deux premiers siècles de la colonisation, c'est l'absence totale de données et de séries statistiques fiables et surtout continues qui nous empêche de dresser un tableau très précis. On connaît aussi peu l'envergure des récoltes forestières que l'importance des prélèvements de la faune. On ne peut donc qu'évoquer la nature des environnements, estimer l'état des cheptels sauvages et présumer de la modification de certains milieux forestiers. Tout au plus, faute de telles données, pouvons-nous recourir à

certaines descriptions générales, à quelques mémoires épisodiques, à de minces rapports officiels ainsi qu'à des informations éparses glanées dans des sources très variées.

Tout en demeurant encore imprécis, on présume que le paysage naturel se modifie plus lourdement dès la fin du XVIII^e siècle. La grande industrie forestière s'établit alors dans les vallées laurentienne, puis outaouaise, et intensifie ses récoltes au début du XIX^e siècle; elles s'accompagnent d'une progression quasi continue des déboisements par des vagues successives de colons en quête de terres neuves, si bien que leurs récoltes combinées d'essences ligneuses diverses commencent à produire différents types d'impacts sur les populations fauniques, allant de la migration à la raréfaction, voire même à la menace d'extinction. Dans au moins un cas d'espèce, le cerf de Virginie, les profondes modifications des communautés végétales et du milieu ont entraîné l'extension vers le nord de cette population de cervidés vivant jusque-là plus au sud.

Avant d'aller plus loin dans l'évocation de ces conséquences, il est essentiel de préciser quelles sont les activités de chasse et de pêche touchées par l'exploitation des forêts. Il nous faut prendre en compte trois types de chasse: la chasse dite alimentaire, la chasse commerciale et enfin la chasse sportive. Oublions sciemment le trappage des animaux à fourrure, faute de données utiles. Quant à la pêche, on ne s'attardera pas non plus aux grandes pêcheries maritimes ni, sauf exception, aux pêches riveraines avec engins fixes dont les liens avec les ressources ligneuses ont été plutôt marginaux. Par contre, la pêche sportive, lorsqu'elle prend son véritable essor à la fin du XIX^e siècle, bénéficie de plusieurs façons de l'accessibilité accrue au domaine forestier, tout en générant aussi divers types de changements dans le milieu.

Concernant la chasse, j'ai déjà eu l'occasion dans une publication antérieure (Martin, 1990; 22) de préciser deux faits historiques importants soit, d'une part, le droit de chasser avec une arme à feu qui fut accordé à tous les habitants de la Nouvelle-France en raison de leurs besoins évidents de survie et de défense. Sur le plan social, ce droit nouveau, de chasse et de trappage, représentait un gain de liberté considérable aux dépens des privilèges exclusifs détenus jusque-là par la noblesse et les élites de la métropole. D'autre part, et ce fait a beaucoup d'importance, la pratique de la chasse, en partie alimentaire et aussi exercée comme loisir, s'est limitée chez le censitaire laurentien, et tout au long du Régime français, à celle des oiseaux migrateurs – oies, canards, tourtes, etc.- et fort peu aux grands cervidés – orignal, wapiti, caribou, cerfs- pour deux bonnes raisons: les accès difficiles au cœur du pays et surtout l'instauration dans l'économie coloniale d'une véritable industrie fondée sur la valeur commerciale des peaux de cervidés et de mammifères marins. Puisqu'elle impliquait une exploitation continue des ressources du vaste domaine forestier, cette chasse commerciale retient dans les lignes qui suivent toute l'attention qu'elle mérite.

DE 1608 À 1663: PRIMO VIVERE LES RESSOURCES IMMÉDIATES

Urgence, sécurité, fragilité, voilà la nature des contraintes que vivent les fondateurs des premiers établissements de cette Nouvelle-France. À Québec d'abord, puis, quelques années plus tard, aux postes de Trois-Rivières et de Montréal, les nécessités premières visent à se nourrir, à bien s'abriter et à se défendre contre les ennemis qui surgissent sans prévenir. Ce n'est pas à proprement parler notre sujet, mais il faut tout de même rappeler que les premiers établissements visent à faire d'abord reculer la forêt, à défricher et «désarter» des espaces appropriés qu'il presse de «rendre à la charrue» pour se nourrir, soit encore pour bâtir et se chauffer. Bois de pin et bois de chêne pour construire barques et maisons, bois d'érable et de merisier pour chauffer les foyers, on fait vite bon usage de chacune des ressources ligneuses qui bordent le fleuve. L'Habitation que fait construire Champlain en 1608 est entièrement de bois, comme le seront quinze ans plus tard les bâtiments de sa petite ferme du Cap Tourmente et la plupart des modestes maisons en pièces massives érigées par les premiers colons autour

JEUNE CHASSEUR CANADIEN

CE SONT SURTOUT LES OISEAUX MIGRATEURS ET LES PETITS OISEAUX DE RIVAGE TELS QUE BÉCASSEAUX, PLOUVIERS, MAUBÈCHES ETC. QUI RESTAIENT À LA PORTÉE DES JEUNES CHASSEURS, CAR LE GRAND GIBIER ÉTAIT MOINS ACCESSIBLE ET AUSSI VOUÉ AU COMMERCE DES PEaux.



Source: Aquarelle de Millicent Mary Chapin, vers 1838-40, Archives nationales du Canada. Tiré de *La Chasse au Québec*, p. 345.

de Québec et sur l'Île d'Orléans. Ces besoins pressants en bois de construction et en planches de toutes sortes font que deux moulins à scie surgissent dans le paysage autour de Québec, celui des Jésuites en 1646 et celui des Ursulines, construit vers 1650 sur la rive sud, tout près du fleuve, dans la seigneurie de Lauzon (Fauteux, 1927; 173). Le nom de cette rivière, dite alors à la Scie, s'est d'ailleurs maintenu jusqu'à une époque récente.

Et puisque la majorité des soixante-dix maisons que compte le poste de Québec en 1663 sont aussi construites en bois et qu'elles sont dotées au surplus de couvertements de planches ou de bardeaux, voilà que s'y multiplient les risques d'incendie. Si bien qu'au cinq août 1682, la première grande conflagration de l'histoire de la ville vient effectivement raser pas moins de cinquante-cinq corps de logis, soit les deux-tiers des habitations (Gaumont, 1976 ; 12). C'est un vrai désastre ! Aux yeux des autorités, il faut de toute urgence revoir les modes de constructions en zone urbaine, surtout dans ce pays froid où foyers et poêles chauffent ou cuisent au bois à l'année longue. Les autorités coloniales, jusque-là plutôt tolérantes, exigeront dorénavant pour tous les bâtiments de la ville des murs en maçonnerie munis de pignons débordants en façon de coupe-feu. Et comme il arrive à l'histoire de se répéter, les premiers noyaux urbains des deux autres villes, Trois-Rivières et Montréal, connaîtront une évolution semblable et, elles aussi, subiront plusieurs conflagrations majeures au fil de leur existence.

L'effet cumulé de ces déboisements à des fins agricoles et de ces prélèvements de bois de chauffage et de bois d'œuvre, en aussi peu qu'un demi-siècle, n'a sans doute pas modifié en profondeur tous les boisés de la périphérie des établissements, mais cela a constitué une première intrusion humaine assez lourde dans un domaine forestier à peine effleuré jusque-là par des groupes d'Amérindiens semi-nomades. Choc de civilisations donc, et choc de cultures où s'opposent deux types de rapports à la nature et à la terre. Sans aucunement prendre garde aux conséquences à long terme et vu l'incroyable abondance des ressources, nos ancêtres européens vont dès lors introduire dans leur nouveau pays une pratique destinée à connaître une très longue carrière, celle d'associer à l'exploitation forestière la récolte de la faune, en particulier celle du gros gibier. L'intensité de ces récoltes, comme on le verra plus avant, entraînera de profonds bouleversements des milieux de vie naturels. Le meilleur indice de ce recul progressif de la forêt primitive et donc de l'amorce de la modification des paysages des basses terres nous est fourni par Pierre Boucher. Dans son mémoire (Boucher, 1882 ; 26) acheminé au Roi de France en 1663, il écrit que : « la chasse n'est pas si abondante à présent proche de Québec comme elle a été : le Gibier s'est retiré à dix ou douze lieues de là. » Voilà un témoignage très précieux, car si le gros gibier s'est déjà retiré à 50 km des habitations, c'est en

partie en raison des mutations des paysages bien sûr, mais c'est surtout parce qu'il a servi principalement à nourrir la colonie aux moments des disettes et des retards dans les arrivages de denrées. L'anguille, que l'on capturait par milliers autour de Québec et que l'on salait en barriques, a aussi joué ce rôle d'aliment de survie dès le milieu des années 1650.

Qui plus est, au moment où le Roi de France reprend sa colonie en mains, en 1663, on voit déjà poindre, outre le commerce de la fourrure du castor, un intérêt croissant à l'égard d'au moins deux autres ressources naturelles du vaste territoire : les bois et la grande faune sauvage. Quelques habitants entrepreneurs ont déjà tâté la production et l'exportation du merrain pour les futailles, des bordages et des autres bois de chêne destinés à la construction navale ; d'autres ont entrevu l'ampleur des revenus à tirer du commerce des peaux et des cuirs provenant de ces innombrables troupeaux de bêtes sauvages. Il ne manque qu'un peu de volonté et de moyens pour pacifier la contrée et développer autant d'industries prometteuses. Ce sera la mission d'un homme énergique, l'intendant Jean Talon.

LES RÉCOLTES SÉLECTIVES DES XVII^E ET XVIII^E SIÈCLES

L'histoire officielle ne retient trop souvent que les grands axes du développement économique d'un territoire, dans notre cas le commerce de la fourrure du castor par exemple, et relègue dans l'ombre d'autres activités tout aussi essentielles à la vie courante et à l'équilibre des échanges. Jean Talon est pourtant le premier d'une lignée d'intendants de la Nouvelle-France à avoir entrevu les nécessités d'un développement industriel et commercial diversifié, bien structuré et profitable. Mercantilisme oblige, cette exploitation des ressources naturelles devait rapporter ultimement à la métropole, que ce soit sous forme de circuit bilatéral, ou triangulaire quand on inclue les colonies des Antilles. Ainsi, à côté des activités de base, « nécessaires à l'usage de la vie », telles que boucherie, boulangerie, moulins à farine, brasserie, tonnellerie, etc. deux industries vont voir le jour et prendre un réel essor grâce aux efforts de l'intendant Talon : les tanneries et la construction navale.

EN ROUTE

LOURDEMENT CHARGÉS, DES CHASSEURS SE METTENT EN ROUTE VERS LES TERRITOIRES DE LEURS ÉQUIPÉES HIVERNALES. PENDANT AU MOINS DEUX SIÈCLES, ON A AINSI TRAQUÉ LES GRANDS CERVIDÉS POUR ALIMENTER LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DES CUIRS.



Source : Gravure de H.P.Share. Fonds IOAQ.

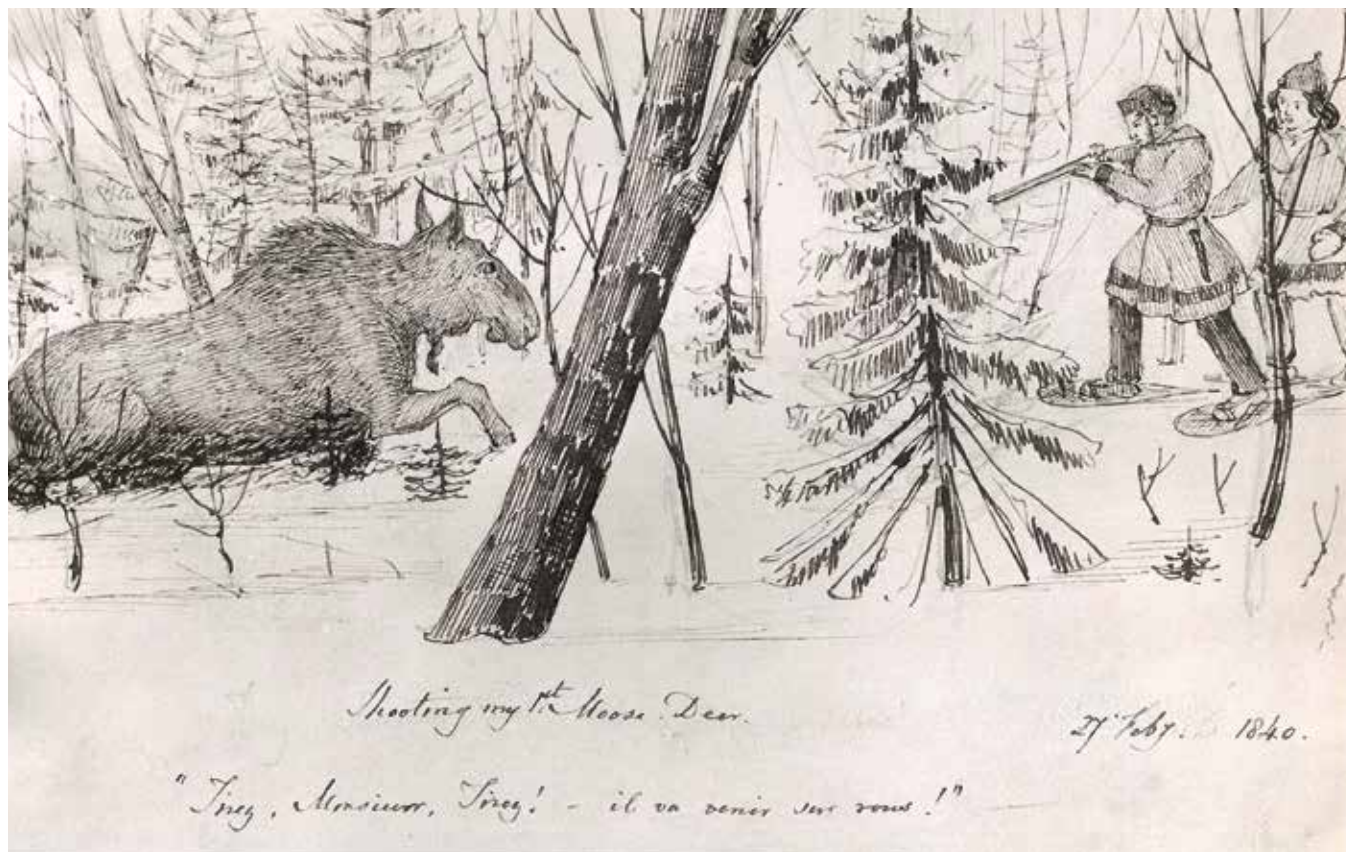
Un commerce méconnu

Le cuir est un matériau de toute première importance à cette époque : il sert bien entendu à fabriquer des chaussures et des bottes, mais on l'utilise aussi dans la confection de vêtements tels que vestes, manteaux, gants, ceintures et autres accessoires. La sellerie et la fabrication des harnais en transforment aussi une bonne quantité, puisqu'on compte plus d'un attelage de bœuf ou de cheval par ferme, sans oublier tous les autres besoins des gens de métier en baudriers, en sangles et en attaches. On ne s'étonne donc pas de voir l'intendant Talon s'empresse de susciter la construction d'une première grande tannerie près de Québec et de son port d'expédition. Il convainc François Bissot, marchand bourgeois de Québec, déjà impliqué dans les pêcheries de loups-marins depuis au moins 1650, à établir une grande tannerie sur les terrains qu'il possède

à la Pointe-Lévy. Celui-ci, dès 1668, engage alors Étienne Charest, originaire de Poitiers et déjà initié au métier de la tannerie, pour diriger la construction et prendre en charge la manufacture de cuirs. Les résultats dépassent rapidement toutes les attentes : pendant que l'un veille aux procédés de traitements des peaux, l'autre s'occupe du financement et de l'achat non seulement des peaux de bœufs et de vaches que lui apportent les habitants, mais surtout des milliers de peaux d'orignaux, de wapitis et autres cervidés du pays, ajoutées à plusieurs autres milliers de peaux de loups-marins provenant de la concession que détient Bissot à Mingan sur la côte du Labrador. (Fauteux, 1927 ; 407)

HUNTING THE MOOSE DEER

JUSQU'AU MILIEU DU 19^E SIÈCLE, CHASSEURS COMMERCIAUX, ET PARFOIS PRÉSUMÉS SPORTIFS, NE TRAQUAIENT L'ORIGNAL QUE L'HIVER ALORS QU'IL ÉTAIT PLUS FACILE DE FORCER L'ANIMAL À QUITTER SON RAVAGE POUR ALLER S'ÉPUISER DANS LES NEIGES ÉPAISSES.



Source : Album anonyme, 1840. Collection privée.

Le succès est tel qu'en 1674, l'intendant Talon estime à un potentiel de 8000 paires de chaussures la quantité de cuir tanné par la manufacture Bissot (Dupont et Matthieu, 1981;13). Tant de chaussures en puissance pour une colonie si peu peuplée... de toute évidence ce n'est pas là le seul débouché de toutes ces peaux de bêtes sauvages et de tous ces cuirs que vont bientôt produire plusieurs nouvelles entreprises: de fait, c'est au moins une dizaine de tanneries qui surgissent en peu de temps dans les environs de Québec, et plus tard, aussi de Montréal. De 1660 à 1760, on a en effet dénombré pas moins de 68 tanneurs de métier et de marchands-tanneurs, établis uniquement dans la région de Québec. Les évidences sautent aux yeux: quand on met en relation le si petit nombre d'habitants de la colonie et le peu d'envergure de leur cheptel bovin avec la quantité étonnante de mammifères marins et terrestres abattus chaque année, on comprend vite

que la production des tanneries dépassait les besoins domestiques en chaussures et qu'il a bien fallu écouler ailleurs autant de peaux. Ce sont forcément d'autres marchés, extérieurs ceux-là, qui ont dû absorber la production de ces tanneries.

Dans les faits, la grande tannerie Bissot de 1668 représente le premier pas bien structuré, la naissance ni plus ni moins d'une industrie très lucrative, celle du traitement, primaire le plus souvent, suivi de l'exportation des cuirs et des peaux de la faune de cet immense espace appelé Canada, puisque en effet les prélèvements continus sur les cheptels sauvages ne se sont pas limités à la vallée du Saint-Laurent: d'abord qualifiée de source de grande richesse par Cavalier de La Salle, l'exploitation des peaux des millions de bisons de l'Illinois et de la Louisiane attira

plusieurs entrepreneurs montréalais. C'est le cas du sieur Juchereau de Saint-Denis qui, en raison de la guerre avec les tribus environnantes en 1705, fut forcé d'abandonner dans son poste de Ouabache pas moins de 15 000 peaux de bœufs d'Illinois qu'il devait ramener soit à Montréal, soit à la Nouvelle-Orléans, pour les expédier ensuite en France. Aux dires du jésuite Charlevoix, la peau de ces bisons, souple et moëlleuse faisait les meilleurs chamois (Fauteux, 1927 ; 415). Voilà une industrie qui a largement échappé à l'attention des historiens de l'économie et qui va traverser sans trop faiblir les deux prochains siècles, remplissant bien sûr les besoins premiers des habitants d'ici, mais du même coup, stimulant dans la métropole une activité encore plus lucrative. De ce côté-ci de l'Atlantique, les premiers marchands et bourgeois détenteurs de très grande fortune, ce n'est certainement pas un hasard, ont été mêlés à l'exploitation de la grande faune et à l'industrie de la tannerie: ce sont de très riches commerçants doublés d'entrepreneurs en pêcheries ou en pelleteries, comme Aubert de la Chesnaye, François Bissot, le sieur d'Aulnay, Étienne Charest, Jacques Leber, Michel Bégon, Louis Fornel, Charles Perthuis, et quelques autres. À l'autre bout du circuit, outre Atlantique, près de la côte ouest et surtout autour de La Rochelle d'où proviennent plusieurs de ces marchands et tanneurs, les arrivages par pleins navires des cuirs de la Nouvelle-France viennent littéralement donner un second souffle et consolider une industrie de la chaussure, des gants et des cuirs fins présente dans cette région depuis au moins le XIII^e siècle. C'est là, comme on le verra plus loin, qu'ont abouti pendant plus d'un siècle et demi les dépouilles des dizaines de milliers de phoques, de marsouins, de wapitis, de caribous, d'orignaux, de bisons et autres grands mammifères du Canada.

LES SUCCÈS DE NIORT, CAPITALE MÉDIÉVALE DU CUIR

À quand remonte précisément ce commerce des peaux avec la Nouvelle-France? Quelle a été son envergure? Et quel profit en a-t-on tiré outre Atlantique? C'est la ville et les environs de Niort qui profitent très tôt de ce type d'échanges avec la Nouvelle-France. Les historiens du patrimoine industriel de cette capitale régionale du cuir ne laissent aucun doute sur le nouvel essor des vieilles manufactures occasionné par les arrivages d'autant de peaux. Il semble bien en effet que ce commerce remonterait aussi tôt que lors des premiers

contacts des pêcheurs de morue avec les autochtones de Terre-Neuve et de la Gaspésie, et qu'il se serait poursuivi ensuite avec les habitants et marchands de Québec, dont François Bissot bien sûr: «La découverte en 1534 du Canada par Jacques Cartier va asseoir pour de longs siècles la tradition et la renommée de Niort pour sa spécialisation dans la chamoiserie. Les peaux proviennent dès lors du Canada et l'huile de poisson de Terre-Neuve, via le port de La Rochelle: on y embarque les vins saintongeais et les étoffes de la Gâtine échangés contre les peaux et les huiles du Nouveau-Monde.» Les historiens du patrimoine industriel de Niort ne peuvent être plus précis: «nulle part avant 1700, nous n'avons rencontré le mot chamoiseur. La colonisation du Canada sépara enfin les professions en faisant affluer à Niort les peaux d'élan et d'orignal qui, travaillées dès lors presque exclusivement par la ville jusqu'en 1764, donnèrent à la chamoiserie son importance exceptionnelle.» (Mémoires-Niort). La ville connut effectivement une augmentation considérable d'artisans spécialisés dans les métiers du cuir tels que dégraisseurs, corroyeurs, mégissiers, assouplisseurs, teinturiers, chamoiseurs et autres.

SMOKING MOOSE MEAT

LA VIANDE D'ORIGNAL ÉTAIT AUSSI FUMÉE SUR PLACE APRÈS L'ABATTAGE ET EXPÉDIÉE ENSUITE DANS LES PLUS FINS RESTAURANTS DES GRANDES VILLES DU SUD. LA LANGUE DE CARIBOU A CONNU UN DESTIN SEMBLABLE.



Source : Carte postale, ca. 1910. Typical Canadian scenes.
Collection de l'auteur.

La guerre de 1755, allait amener la perte de la colonie et, en 1763, faire passer l'industrie de la tannerie aux mains des Anglais, poursuivent les historiens de la ville, si bien que «privé des peaux et des huiles de poisson qui servaient à les assouplir, le commerce de la chamoiserie reçut le coup le plus terrible.» La qualité de la peau d'orignal avait sans doute été vérifiée bien avant l'arrivée de l'intendant Talon, néanmoins en octobre 1667, il en avait expédié une centaine à Poitiers pour la faire «passer en buffle», selon l'expression en usage dans le métier, afin d'engager ensuite le roi de France à créer un magasin de réserve de 10 à 15 000 peaux pour équiper sa cavalerie royale. La matière première provenait bien sûr du Canada (Fauteux, 1927; 406). On a là une première indication des quantités de peaux qu'on envisageait d'exporter, sauf que le nombre exact reste encore indéterminé, faute d'une recherche d'envergure dans les registres et les archives de La Rochelle.

Combien de milliers de peaux ont pu être expédiées ainsi chaque année depuis la Nouvelle-France? Le nombre pourrait bien dépasser annuellement deux ou trois dizaines de milliers si l'on inclut les peaux brutes, simplement salées et non tannées, produites dans les postes de pêches aux loups-marins de la Côte nord ou provenant des pêcheries de marsouins de la Côte-du-Sud. Quant aux peaux de mammifères terrestres, faute de posséder tous les registres d'expéditions depuis Québec, on en est réduit à des estimations: le sieur d'Aunay prétendait trafiquer 3 000 peaux d'originaux par année, entre 1645 et 1650, uniquement dans le Bas-Saint-Laurent (Bédard, 1975; 56); Pierre-Esprit Radisson signale de son côté une récolte de plus de 600 peaux d'orignal lors d'une seule expédition de chasse hivernale en Mauricie vers 1680; quant au conseiller Ruette d'Auteuil, son Mémoire de 1715 signale que la caisse du Roi prélevait généralement en revenu direct le dixième des peaux d'orignal récoltées sur son Domaine royal, soit entre Baie Saint-Paul et Sept-Îles, mais que, déjà en ce début de XVIII^e siècle, «la plupart des Sauvages de ces contrées-là sont morts et les originaux ont quasi été détruits, le profit que donne cette traite est si peu de chose qu'il ne balance point» (RAPQ, 1923; 77). Le baron de La Hontan, grand voyageur et amateur de chasse, raconte dans le récit de ses «Voyages» en Amérique septentrionale, publié en 1705, avoir participé à une chasse hivernale pendant trois mois. Son parti abattit alors 66 originaux et aurait doublé, voire triplé ce carnage, si «nous n'avions eu pour but que d'assembler force peaux.»

Il n'est pas possible dans l'état actuel des recherches de préciser le nombre de peaux de toute nature expédiées chaque année depuis le port de Québec. Certains documents mentionnent les chiffres de 100 000 pelleteries, incluant indistinctement peaux et fourrures, autres que celles du castor. On pourrait estimer avec raison qu'environ le quart de cet envoi vers les manufactures de Niort, de Poitiers et des autres tanneries tout autour provenait des grands cervidés et des autres mammifères de ce Nouveau Monde. De plus, la pratique semble bien s'être maintenue après la Conquête de 1760, au-delà du changement de Régime, puisqu'on rapporte encore pas moins de 100 000 peaux et fourrures, autres que celle du castor, expédiées depuis le port de Québec en 1808 (Gray, 1809; 383). Vers quelles manufactures étaient-elles destinées en Angleterre? Nous l'ignorons. Les besoins en chaussures, en gants et en vêtements étaient sans doute tout aussi importants qu'en France: en fait, ce sont là de nouveaux réseaux de commerce qui restent encore à documenter si les historiens d'aujourd'hui entendent s'y intéresser.

Quant au marché domestique des peaux et des cuirs, stimulé de toute évidence par l'augmentation des besoins de la population du Bas-Canada, rien n'indique un fléchissement quelconque dans le nombre de tanneries de la Basse-Ville de Québec ni de l'ouest de Montréal qui fournissaient les cuirs aux industries locales de la chaussure, très actives entre 1825 et 1850. Il en va de même des tanneries qui surgissent dans l'espace rural au fur et à mesure de la colonisation des terres nouvelles. Approvisionnées principalement par les troupeaux de bovins des habitants du pays, les tanneries récemment établies dans ces nouvelles contrées ont de toute évidence continué à apprêter des peaux de wapitis, de caribous et bien sûr d'orignal puisqu'un rapport de 1858 fait état de deux partis de chasseurs ayant récolté pas moins de 400 peaux (King, 1866; 66). C'est d'ailleurs au cours de ces années 1850 que sonne la première alarme très sérieuse concernant la disparition du grand cervidé: des naturalistes connus comme Jean-Jacques Audubon, James Richardson et T. Baird évoquent la menace de disparition de l'orignal dans tout le nord-est du continent, invitant les autorités à adopter des mesures de conservation appropriées. La Montreal Natural History Society intervient à son tour auprès des députés du Canada-Uni et réclame des mesures sévères pour éviter l'extinction. Quant à l'auteur et chasseur W. Ross King, il s'élève avec colère contre le commerce des peaux et réagit ainsi à

cette menace de disparition: «On ouvre sans cesse de nouvelles routes et, jusqu'à récemment, l'original était abattu de façon barbare non seulement par le sauvage ou le colon stupide, mais de façon plus impardonnable encore, par de prétendus sportifs qui tuent jeunes et vieux, femelles engrossées et jeunes veaux, laissant pourrir inutilement sur place leurs carcasses.» L'original a bien failli connaître le même destin que les bisons des plaines. Par bonheur, on le voit bien, une nouvelle vision de la nature commence lentement à émerger. Nous reviendrons plus loin sur d'autres facteurs et sur un nouveau contexte social ayant entouré le déclin de la chasse commerciale et la valorisation progressive de la chasse sportive à l'original.

LES BOIS POUR LA CONSTRUCTION NAVALE: UNE AUTRE RÉCOLTE SÉLECTIVE

HUNTING SCENE, PROVINCE OF QUEBEC

LES CAMPS DE CHASSE EN BOIS ROND, COUVERTS DE FEUILLES D'ÉCORCE DE BOULEAU, ÉTAIENT ENCORE NOMBREUX DANS LES FORÊTS ET LES TERRITOIRES PUBLICS DU QUÉBEC, AU DÉBUT DU 20^E SIÈCLE, SOIT AVANT L'EXTENSION DU SYSTÈME DES CLUBS PRIVÉS. ON Y CHASSAIT LE GROS GIBIER COMME EN TÉMOIGNENT LES TROIS TRAÎNES ADOSSÉES AU MUR DU CAMP.

La diversité et l'étendue des forêts de ce Nouveau Monde n'étaient pas passées inaperçues aux yeux des premiers explorateurs. Cartier, Champlain et tous ceux qui ajoutent à leur suite leur propre description du pays conviennent de la grande valeur des bois et de leur usage profitable dans la grande industrie par excellence de l'époque, soit la construction navale. Bois de bordages, de mâtures, planches, pièces courbes, espars et damoiselles, les chênes, les pins et les épinettes de ce pays peuvent les offrir aux constructeurs de navires de toutes dimensions, sans compter les goudrons, brais et térébenthines que des artisans compétents pourront extraire des racines de ces immenses pins rouges qui parsèment le territoire. Quelques habitants entreprenants commencent la production de bordages et de merrains dès le milieu des années 1650, mais c'est encore une fois l'intendant Talon qui donne le coup d'envoi à l'exploitation à plus grande échelle des diverses ressources requises par l'industrie. Trois des navires qu'il fait construire à Québec entre 1668 et 1670 transportent ensuite aux Antilles un chargement de planches avant d'y prendre du sucre destiné à la France. C'est là le premier pas d'un commerce dit triangulaire, qui aura ultérieurement une fortune variable, mais c'est surtout le début de plusieurs expéditions d'exploration des ressources suivies de quelques chantiers de coupes forestières. Notre propos ne vise pas à rappeler les essais et les diverses entreprises qui vont se succéder depuis le séjour de l'intendant Talon jusqu'à la fin des grands chantiers de la construction navale royale de Québec en 1759 (Mathieu, 1971), ce qui nous importe



Source : Carte postale, ca. 1910. Imperial Series no 292. Collection de l'auteur.

concerne la pratique qui semble bien s'être répandue depuis, soit celle de nourrir en partie le personnel des chantiers de coupe avec le gibier des environs. On sait, d'après divers témoignages confirmés par les résultats de fouilles archéologiques, que les soldats des forts et des postes éloignés avaient l'autorisation de chasser le gros et le petit gibier afin d'améliorer leur « ordinaire » voire aussi de trafiquer les peaux et les fourrures autres que celle du castor avec les « sauvages » des environs (Bonnefons, 1887; 173). Il s'agit là, raconte cet officier, d'une pression supplémentaire qui s'est exercée sur les cheptels des cervidés autour du lac Champlain et le long de la rivière Richelieu où s'alignaient plusieurs fortifications. Ce que l'on savait moins, c'est qu'un prélèvement identique du gros gibier et de la faune environnante semble bien avoir accompagné les premiers grands chantiers forestiers établis dans l'arrière-pays de Charlevoix à la fin du XVII^e siècle. Qu'il s'agisse de l'exploitation des bois de mûres par la société de Grignon et Delorme, présente à La Malbaie en 1687, ou de la goudronnerie de Baie Saint-Paul établie par les Messieurs du Séminaire de Québec en 1709, les deux entreprises engageaient chaque hiver entre trente et cinquante bûcherons qui cabanaient à cinq ou six lieues à l'intérieur des terres et, bien sûr, qu'il fallait nourrir. Entre autres vivres, avec le grand gibier trouvé sur place ? C'est bel et bien ce que laisse entendre un contrat d'engagement d'ouvrier qui oblige le patron à nourrir et loger l'employé ainsi qu'à « fournir la poudre pour chasser et une ration d'eau de vie » (Fauteux, 1927; 327). On est conscient de s'aventurer ici sur un terrain fort peu documenté qui nécessiterait plusieurs recherches et des confirmations archéologiques, sauf que l'hypothèse que nous avançons est pleine de sens. Comment ne pas croire qu'ouvrir un chantier forestier en territoire vierge n'allait pas entraîner quelque récolte d'orignal ou de caribous, toutes viandes fraîches à ajouter au menu quotidien dominé par le pain, les galettes, les pois et le lard salé ? On peut croire que de telles récoltes occasionnelles furent adoptées tout au long du XVIII^e siècle dans d'autres chantiers importants comme ceux de l'abbé Louis Lepage (1690 - 1762) premier entrepreneur forestier de Terrebonne qui aménagea sur la rivière des Mille-Îles ce qui est encore connu comme l'Île des Moulins. Certains de ses chantiers étaient situés plusieurs lieues au nord de sa seigneurie d'origine où il tenta aussi d'exploiter le minerai de fer et une forge. Comment nourrissait-on ces bûcherons ? En récoltant occasionnellement le grand gibier des environs ? Une telle pratique aurait pu aussi

être adoptée par les experts en bois de construction navale et les partis d'exploration des ressources qui, à la demande de l'intendant Hocquart, parcoururent à partir de 1738 les deux rives du fleuve depuis Trois-Rivières jusqu'au lac Ontario, les contours du lac Champlain et de ses cours d'eau, les abords du Richelieu, les régions de Charlevoix et de Chicoutimi. « À la fin de l'automne ou au début de l'hiver, la petite troupe de six à dix personnes quittait Québec à destination des zones à explorer et en revenait un ou deux mois plus tard, juste à temps pour indiquer les endroits favorables à l'exploitation » (Mathieu, 1971; 31). Comment croit-on pouvaient se nourrir ces groupes d'explorateurs lors de leurs séjours dans un territoire sauvage ? Sinon, en partie tout au moins, « au bout du fusil » selon une expression consacrée, ou même au bout d'une lance puisque la technique de capture hivernale de l'orignal consistait à écarter une bête de son ravage et à la forcer à s'épuiser dans la neige profonde où elle devenait facile à abattre.

En somme, voici sans doute l'origine d'une pratique de chasse, appelons-la alimentaire, qui a accompagné les premiers forestiers et qui semble bien s'être maintenue, non pas de manière très répandue, cela reste difficile à vérifier mais, du moins à l'occasion, et jusqu'à une époque récente. J'ai en effet recueilli quelques témoignages d'un cuisinier de chantier qui n'hésitait pas à tirer quelques orignaux ou chevreuils, aperçu à rôder autour des bûchers, afin d'offrir un peu de viande fraîche aux bûcherons. Cela se passait dans les années 1930, et même si les inspections des garde-chasses étaient plutôt rares, ce cuisinier très prudent conservait néanmoins son fusil bien accroché sous le plateau de sa table de travail...

Que peut-on conclure de ces récoltes sélectives de bois effectuées pendant un peu moins que deux siècles de domestication des paysages laurentiens ? Si les conséquences très sérieuses des prélèvements de ces différents bois, de construction, navale et domestique, bois de chauffage et autres, semblent encore relativement limitées, au contraire la récolte commerciale de la grande faune des cervidés - wapitis, orignaux, caribous, cerfs de virginie - a réduit considérablement leurs populations au point où des changements majeurs vont bientôt survenir dans leurs rangs.

S'il faut en tirer une constatation d'ordre moral, disons que nos ancêtres français ont réagi comme tous leurs voisins, Hollandais et Anglais, devant les incroyables ressources fauniques du Nouveau Monde, ils en ont organisé l'exploitation intensive et continue sans égard à d'autres aspects que le profit et l'enrichissement. L'heure de la conservation n'avait pas encore sonné.

AUX XIX^E ET XX^E SIÈCLES : LES COROLLAIRES DE L'INDUSTRIALISATION

LE RETOUR

CE SONT SURTOUT DES MILITAIRES DE LA GARNISON DE QUÉBEC QUI ONT COMMENCÉ, VERS 1840, À PRATIQUER LA CHASSE AUX TROPHÉES D'ORIGNAL ET DE CARIBOU DANS LES HAUTEURS DES LAURENTIDES, AUX SOURCES DE LA RIVIÈRE JACQUES-CARTIER ET DE LA MONTMORENCY.



Source : Huile de Cornelius Krieghoff, 1871. Fonds IOAQ. Collection privée.

Rappelons brièvement les trois grandes étapes de l'industrie forestière qui s'active au Bas-Canada à partir de la fin du XVIII^e siècle et qui poursuit sa lancée au long des XIX^e et XX^e siècles. L'histoire a retenu la période du bois d'œuvre associé au bois carré destiné à la construction navale, en gros de 1780 à 1850; ce fut l'époque des grands chantiers navals de Québec, des nombreux moulins à scie du littoral laurentien et celle des radeaux de bois, les cages, conduites par les cageux, flottées depuis l'Outaouais et le haut Saint-Laurent. Suivit, à partir des environs de 1840-50, un essor considérable de la production et du commerce des bois de construction destinés aux marchés local et surtout continental, en grande partie en raison de l'adoption généralisée de la technique de construction dite «balloon frame» ou ossature légère de bois – en madriers de 2" x 4", 2" x 6" et autres de 8 et 10 pieds de longueur – qui s'est répandue à toute vitesse depuis Chicago où elle serait apparue dans les années 1830 (Martin, 1999; 287). On pourrait ajouter aussi à partir de cette époque les marchés moins bien connus de la potasse et du bois de fuseau, tous deux requis par les filatures du Royaume-Uni, et qui permirent à nombre de défricheurs de survivre à leurs premiers moments d'établissements. Finalement, survient en troisième phase, à partir des années 1875, l'exploitation des résineux pour la fabrication de la pulpe, puis du papier; exploitation qui se maintient tant bien que mal en ce début de 21^e siècle.

LE TROPHÉE

CROQUÉE SUR PLACE LE 14 NOVEMBRE 1898, CETTE PHOTOGRAPHIE DE LOUIS BELLE, CAPTÉE DERRIÈRE RIVIÈRE-DU-LOUP, ILLUSTRE LES FRÈRES JACQUES ET YVES BERTRAND, EN TENUE DU «DIMANCHE», VENANT D'ABATTRE UN JEUNE CERF DE VIRGINIE. AVANT LES ANNÉES 1840, CE BEAU CERVIDÉ N'EST PRÉSENT QU'AU SUD-OUEST DU QUÉBEC, MAIS À LA FAVEUR DE LA COLONISATION, D'UN PROBABLE RÉCHAUFFEMENT DU CLIMAT ET SURTOUT DES DÉBOISEMENTS GÉNÉRALISÉS, LE «CHEVREUIL» AMORCE UNE VÉRITABLE ÉPOPEE NORDIQUE QUI LE MÈNERA DANS LES BOIS-FRANCS EN 1850, SUR LA RIVE SUD DU SAINT-LAURENT, EN 1870, PRÈS DE QUÉBEC EN 1880, PUIS JUSQU'AU LAC SAINT-JEAN EN 1904.



Source: Fonds Belle-lavoie. Musée du Bas Saint-Laurent, Rivière-du-Loup.

Encore présents sur le territoire, ces deux derniers types d'exploitation, bois de construction et bois de pâte, ont bénéficié au fil des ans de concessions forestières considérables tant au sud qu'au nord de la vallée du Saint-Laurent, ouvrant de multiples chantiers de coupe et autant de routes pratiquement partout dans ce vaste domaine forestier. Au point où les compagnies frôlent maintenant plus au nord la lisière de la taïga. Trois impacts majeurs, devenus autant de faits historiques corollaires, accompagnent ce développement et cet essor quasi continu de la grande industrie forestière: la valorisation de la chasse et de la pêche sportives dès les années 1840, le changement de paradigme dans notre rapport à la faune et à la nature en général et enfin l'instauration du système des clubs privés de chasse et pêche, mis en place en 1885 et aboli en 1978.

La chasse et la pêche sportives

La transition de la valeur commerciale de la faune à une catégorie d'activité dite de loisir est lent et semé de péripéties. On se rappelle que les plaisirs de la chasse aux oiseaux migrateurs ont été partagés sous le Régime français par plusieurs seigneurs et officiers, familiers avec les armes, mais aussi par beaucoup de censitaires établis près du fleuve. En témoigne un peu plus tard un accord datant de 1803 visant à encadrer de façon plus «sportive» la chasse à l'oie blanche sur les rivages de Cap-Saint-Ignace (Martin, 1990; 57). En revanche, la chasse au gros gibier n'était encore qu'une affaire de récolte de peaux. Ce sont plutôt les militaires britanniques en garnison à Québec, Sorel ou Montréal qui, peu à peu, vont accorder à la grande faune locale une plus-value durable qui va conduire à modifier

plus généralement les rapports sociaux à son égard. En 1840, paraît à Londres une histoire naturelle du Bas-Canada, œuvre du naturaliste P.H. Gosse. Elle est suivie en 1845, aussi à Londres, du récit d'un séjour à Québec d'un officier britannique du nom de Frederic Tolfrey. Publié sous le titre «The Sportsman in Canada», l'auteur y relate avec verve ses excursions de chasse à la sauvagine sur la Côte-de-Beaupré, de pêche au saumon sur la rivière Jacques-Cartier et d'autres aventures plus à l'ouest. Bien qu'il les ait vécues entre 1816 et 1818, ses descriptions imaginées et passionnées, que j'ai traduites et publiées en 1979, constituent un point tournant dans la perception des ressources fauniques que recelait alors le Bas-Canada. En effet, s'ensuivent alors d'autres chasseurs européens, comme Benedict-Henry Révoil en 1844, d'autres militaires comme le major W. Ross King et John J. Rowan qui à leur tour vont faire l'éloge dans leurs récits de la grande et petite faune d'ici. C'est d'ailleurs grâce à ces auteurs que la technique de chasse à l'orignal au moyen de l'appel commence à s'imposer en dépit de certaines réticences initiales; la qualifiant d'abord indigne du sport, «unsportsmanlike», l'un d'entre eux l'ayant vécue de près écrira: «au contraire, je ne connais pas de sport plus fascinant». Apparaissent alors dans le paysage de Québec, encore capitale du pays, d'autres chasseurs et pêcheurs comme le lieutenant-colonel William Rhodes qui se rendra célèbre par ses chasses prolifiques dans les hauteurs de Charlevoix (Smith, 2001; 51). Il sera entouré ensuite de plusieurs amateurs de chasse et amis des sciences naturelles qui vont participer à un éveil salutaire à l'égard de la conservation non seulement de la faune mais de la nature en général. Portés par le courant romantique qui domine la littérature, les beaux-arts et l'architecture depuis la fin du siècle précédent, les esprits s'ouvrent également à de nouvelles réalités sociales et aux méfaits d'une industrialisation aveugle qui commence à dégrader sérieusement les conditions et les milieux de vie. À la suite des grandes épidémies de choléra des années 1830, un vaste mouvement d'hygiène publique promeut la nécessaire salubrité de l'air, de l'eau et de la qualité de la vie dans les milieux urbains. S'y greffent les passions horticoles de l'ère victorienne et la mode des jardins d'agrément qui débordent sur un intérêt manifeste pour l'ensemble des sciences naturelles. Pendant que certains suivent de près les récits des explorateurs qui, comme Darwin, repoussent les frontières du savoir, d'autres se préoccupent des appétits de l'industrie forestière en voie de raser d'immenses portions des domaines

forestiers, d'abord aux Etats-Unis et, bientôt, au Québec et au Canada. Suite à la tenue à Montréal en 1882 d'une session du Congrès forestier américain, le commissaire des Terres de la Couronne du Québec, W. H. Lynch, écrit que la valeur de nos richesses forestières et la rapidité avec laquelle disparaissent les forêts de nos voisins nous imposent comme devoir impérieux l'obligation de veiller à leur conservation. Voilà pourquoi, écrit-il, des associations surgissent partout dans le but de «pourvoir au reboisement et à la conservation de la forêt là où elle n'est pas entièrement disparue». Associées aux chantiers de coupe qui se multiplient tant dans le piémont des Laurentides que dans celui des Appalaches, de nouvelles vagues de colons et de défricheurs empruntent à leur tour les nouveaux chemins et les voies charretières aménagées par les compagnies. Un nouveau venu, le chemin de fer, vient ajouter une menace supplémentaire à l'état jugé inquiétant de la grande faune sauvage. Et puisqu'il est encore d'usage à l'époque, comme au tout début de ce siècle de migrations intérieures, d'encourager le colon en lui garantissant qu'il pourra survivre par la chasse et la pêche, des mesures de conservation s'imposent de toute évidence aux yeux des autorités de la province. L'adoption de règlements de chasse plus contraignants en 1876 et même d'une loi du mâle pour l'orignal dans les années 1880 n'ont donné que peu de résultats faute de gardes-chasses en nombre suffisant et en raison aussi de la trop grande tolérance des élus locaux. Voilà qu'un concours de circonstances se présente qui va leur permettre de répondre aux pressants besoins d'action.

Les clubs privés de chasse et de pêche

Sans doute inspirée par le modèle britannique fort répandu, la formule du club, groupement exclusif d'adeptes d'une activité ou d'une pratique, était en vigueur depuis déjà quelques années pour la pêche au saumon dans la vallée de la Matapédia. Ce furent cependant deux industriels de la foresterie, un Américain, William Parker et un Canadien Français, Louis-Alphonse Boyer qui mirent sur pied près de Saint-Élie-de-Caxton le premier club privé de chasse et de pêche, le club Winchester (Martin, 1990; 86). Grâce à ses contacts en haut lieu en tant que député de la Chambre des Communes, L.-A. Boyer se fit concéder en location une portion des terres publiques afin d'y pratiquer en exclusivité la chasse et la pêche. Véritable réserve privée, ce club n'eut aucun mal à recruter cinquante membres



LE « CLUB HOUSE », LE CHALET PRINCIPAL DU CLUB TRITON

LE FONDATEUR DU CLUB TRITON S'APPELAIT ALEXANDER LUDERS LIGHT ET IL AGISSAIT COMME L'INGÉNIEUR EN CHEF DE LA CONSTRUCTION DU CHEMIN DE FER MENANT AU LAC SAINT-JEAN EN 1888. CONSTRUIT AU LAC À LA CROIX EN 1897, CE CAMP PRINCIPAL MESURAIT 100 PIEDS SUR 50, COMPRENAIT UNE VINGTAINÉ DE CHAMBRES, SALON, SALLE À MANGER, HALL D'ENTRÉE, CUISINES, MAGASINS, ETC. LE TOUT ORNÉ DE PLUSIEURS FOYERS ET DES BOISERIES DE BOIS VERNI. LES 150 MEMBRES PRIVILÉGIÉS DE CE CLUB PUREMENT PROFITER DE CE QUI EST INIMAGINABLE DE NOS JOURS, SOIT DES TRUITES MOUCHETÉES DE 7 ET 9 LIVRES ET DES CARIBOUS ET DES ORIGNAUX AUX PANACHES EXCEPTIONNELS.

Source : ANQ, Fonds Livernois, Vers 1900.
Tiré de La Chasse au Québec, p. 109.

qui déboursèrent chacun cent dollars comme frais d'adhésion et d'établissement. D'autres demandes semblables parvinrent ensuite à Québec, dès 1883, si bien que le gouvernement d'Alfred Mousseau, trop heureux d'y trouver la solution à plusieurs problèmes, confia au Commissaire des Terres de la Couronne le soin d'élaborer le meilleur modèle de concession et de bail afin de l'inscrire dans une loi. Adoptée en 1885, la loi facilitant « la formation en cette province de clubs pour la protection du poisson et du gibier » (SRQ, 48 Victoria, ch. 12) venait créer des espaces où l'État allait s'assurer, via un accès limité au territoire concédé et un gardiennage obligatoire défrayé par le club, un certain contrôle sur les ressources fauniques, tout en tirant du système un bénéfice monétaire non négligeable. S'y grefferont par la suite des avantages politiques discrètement rétribués... La mesure fait vite boule de neige et la bonne nouvelle se répand à la grandeur non pas seulement du Québec, mais dans tout le nord-est du continent. Au point où plusieurs

présidents des Etats-Unis, des contre-amiraux et des généraux d'armée, des gouverneurs, des industriels célèbres et des financiers de haut niveau vinrent profiter du « Sportsman Paradise » offert par la « French Province. » Dans plusieurs paroisses agro-forestières des Laurentides, la venue d'autant de gens fortunés et exigeants bénéficia grandement à l'économie locale, tout en provoquant ici et là la renaissance d'un type de relations sociales qu'on avait cru disparues, celles des maîtres et des valets.

À la suite du club Shawinigan constitué en 1883 et du Laurentian en 1886, plus de cinquante clubs voient le jour en très peu d'années, dont le plus célèbre, le Triton en 1893. À titre d'exemple, à lui seul, ce dernier club engagea pas moins de 90 guides et portageurs à la fin du mois d'août 1908, pour assister ses nombreux membres qui profitaient simultanément de la fin de la saison de pêche et du début de la chasse à l'orignal et au caribou. En 1915, on compte plus de trois cents clubs, près de six cents en 1945 et finalement autour de 2000 au milieu des années 1960. Je ne reprendrai pas la brève histoire que j'ai déjà consacrée à ces clubs privés, qu'il suffise d'évoquer un bilan pour le moins mitigé avancé par la plupart des observateurs de ce système. Le premier résultat positif fut sans aucun doute de préserver une population valable de grands cervidés: cette année-là, 1885, le surintendant de la chasse, J.N. Proulx se déclarait incapable de mettre un frein « aux boucheries d'originaux et de caribous ». En revanche, la pression de la pêche sportive sur l'immense réseau de lacs et de rivières donna naissance à une gestion piscicole particulièrement efficace, mais un peu trop créative ayant entraîné des suites hautement discutables eu égard à l'introduction d'espèces exotiques (Kinsey, 2008; 276). Dans son ensemble, le système des clubs privés a cohabité sans trop de heurts avec l'industrie forestière, patrons de compagnies et ouvriers des moulins et des papeteries se partageant respectivement dans leurs propres clubs de vastes portions, souvent voisines, des riches territoires nouvellement accessibles grâce à leurs propres routes. L'iniquité logeait davantage dans la population en général, dans cette classe moyenne en pleine croissance depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et qui ne demandait qu'à profiter à son tour des richesses de cette généreuse nature. L'invention du « congé de fin de semaine », grâce à ce samedi non travaillé dorénavant inscrit dans les conventions remportées de haute lutte par les syndicats au

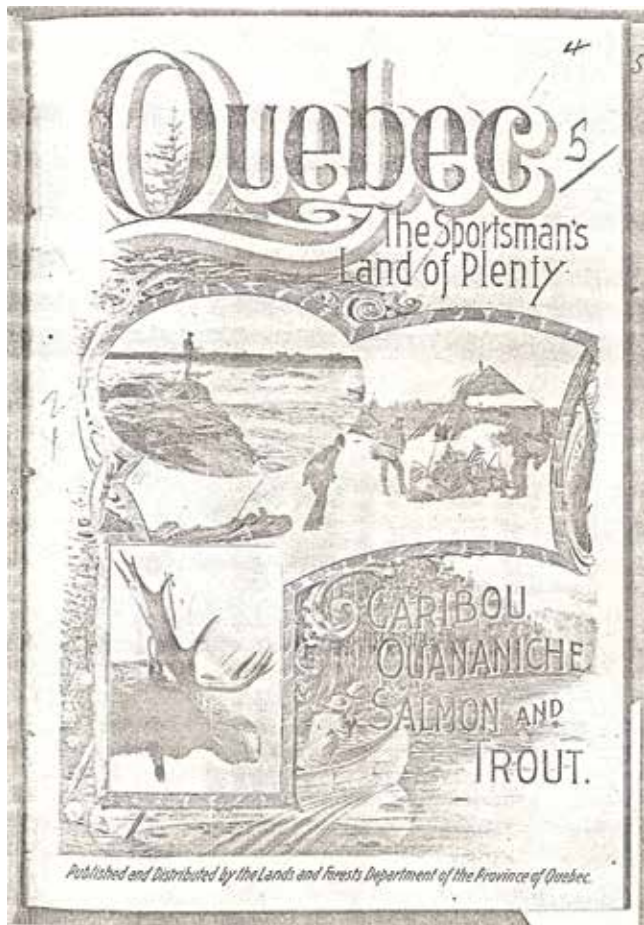
début de la décennie 1950, sonnait le début des loisirs généralisés et plus accessibles. Avec le réveil du sentiment national au début des années 1960, il était presque inévitable que l'on se débarrasse de ce système de concessions et de privilèges confinant au colonialisme, voire, dans certains cas, à un relent de l'ancien régime féodal. Le système des clubs privés fut enfin aboli en 1978 et remplacé par un réseau plus démocratique de zones d'exploitation contrôlée.

Une faune sauvée par la science.

En rétrospective et même en l'absence de statistiques plus étoffées, il faut bien conclure que le Québec a frôlé la catastrophe: le pillage des grands mammifères n'a connu un frein qu'à l'extrême limite du raisonnable. Le wapiti était déjà pratiquement disparu du territoire à la fin du XVII^e siècle; l'un des derniers caribous au sud du Saint-Laurent, à l'exception des Chics-Chocs, aurait été abattu dans les savanes de Lotbinière, vers 1885, par Napoléon A. Comeau. Quant à ceux qui subsistaient encore dans et autour du Parc des Laurentides, sur les hauteurs de Charlevoix, le Ministère de la Chasse se vit obligé en 1928 d'en bannir toute chasse, tout en renouvelant aussi l'interdiction de commerce sur la viande d'orignal et de chevreuil. À tout dire, les gestionnaires de la chasse et de la pêche manquaient encore totalement de données et de statistiques sur l'état des populations fauniques. Il y eut bien la création de l'Office de biologie du Québec, en 1942, mais qui concentra davantage ses travaux sur la pêche et la santé des lacs. L'état des grands cervidés restait encore mal connu. Malgré de timides signes d'alerte de la part de quelques ingénieurs forestiers nouvellement formés par l'Université Laval, il faut attendre l'arrivée de biologistes très influents, les Vianney Legendre, Pierre Dansereau, Gaston Moisan et autres pionniers qui ont formé de nouvelles générations de professionnels rompus aux méthodes d'inventaires, terrestres et maintenant aériens, ainsi qu'aux analyses des milieux de vie et des populations sauvages qu'ils abritent. Leur approche plus scientifique et écologique, fondée sur des données incontournables, est parvenue à s'introduire dans les ministères responsables des ressources naturelles dès les années 1950, non sans heurts et grincements de dents, si bien qu'aujourd'hui, après soixante ans de gestion raisonnée, la grande faune au Québec se trouve dans son ensemble en situation d'abondance, voire même en surplus dans les cas de l'ours et du cerf de Virginie.

LE PARADIS DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE

VOILÀ LE TYPE DE PUBLICITÉ QUE LE QUÉBEC
DIFFUSAIT CHEZ NOS VOISINS AMÉRICAINS ET
CANADIENS AU DÉBUT DU 20^E SIÈCLE.



Source : Brochure du Ministère des terres et forêts.
Collection de l'auteur.

En conclusion de «La Chasse au Québec», parue en 1990, je souhaitais l'adoption d'une politique intégrée d'exploitation du domaine forestier et des espaces sauvages au moyen d'unités d'aménagement pouvant compter sur les ressources humaines variées présentes dans nos jeunes générations: biologistes, ingénieurs forestiers, techniciens de la faune, économistes, écologistes, agents de conservation et bien d'autres. Or, il semble bien que ce souhait soit en voie de se matérialiser avec le nouveau régime forestier entré ce printemps en vigueur. Ce fut cependant un très long chemin avant d'y arriver.

Paul-Louis Martin
Historien et ethnologue

VOLUMES CITÉS

- Bédard, Jean, ed. *Alces, Écologie de l'original*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, (PUL), 1975
- Bonnefons, Jean-Claude. *Voyage au Canada dans le Nord de l'Amérique septentrionale fait depuis l'an 1751 à 1761*. Québec, Imprimerie Léger Brousseau, 1887.
- Boucher, Pierre. *Histoire véritable et naturelle du pays de la Nouvelle-France*. Montréal, Imprimerie E. Bastien, 1882.
- Dupont, Jean-Claude et Mathieu, Jacques. *Les métiers du cuir*. Québec, PUL, 1981.
- Fauteux, Joseph-Noël. *Essai sur l'industrie au Canada sous le Régime français*. Québec, Imprimerie Ls-A. Proulx, 1927, t. 1 et 2.
- Gaumont, Michel. *La place royale, ses maisons, ses habitants*. Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1976.
- Gray, Hugh. *Letters from Canada*. London, Longman, Hurst et al, 1809. Réimp. Toronto, Coles Publisher, 1971.
- Kinsey, Darin. *Fashioning a Freshwater Eden: Elite Anglers, Fish Culture and State Development of Québec 'Sport' Fishery*. Université du Québec à Trois-Rivières, thèse de Doctorat no. 196, 2008.
- Martin, Paul-Louis. *La chasse au Québec*. Montréal, Boréal. 1990.
- À la façon du temps présent. Trois siècles d'architecture populaire au Québec. Coll. Géographie historique. Québec, PUL, 1999.
- *Tolfrey, un aristocrate au Bas-Canada*. Montréal, Boréal Express, 1979.
- Mathieu, Jacques. *La construction navale royale à Québec, 1739-1759*. Québec, La société historique de Québec, 1971.
- Niort, *Mémoires ouvrières et Patrimoine industriel de Poitou-Charentes*. WWW. Niort.
- RAPQ. Rapport de l'archiviste de la Province de Québec. *Mémoire de Ruelle d'Auteuil sur l'état présent du Canada, 12 décembre 1715 et 25 janvier 1719*. Québec, Imprimerie Ls-A. Proulx, 1923.
- Smith, Frédéric. *Cataraqui, histoire d'une villa anglaise à Sillery*. Québec, Les Publications du Québec, 2001.

DOMAINE CHASSE & PÊCHE
GAUDIAS FOSTER

- Forfaits juillet, août pour vos vacances (baignade, pédalot, canots...)
- Pêche à la truite moucheté indigène et ensemencée
- 8 chalets confortables avec électricités, eau chaude, douches...
- Site magnifique pour promenade en forêt été-automne
- Accessible en auto à seulement 7 km en forêt

FPQ

Pour en savoir plus rendez-vous au :
www.pourvoiriegaudiasfoster.com
ou nous rejoindre en saison au
418-638-2347

La famille Foster depuis 1964
Faites le plein vers la tradition!